

BUREAU DU PROCUREUR POUR LES DROITS DE LA PERSONNE DU GUATEMALA (PDH)

*Les droits de la personne et la
prévention de la violence en
période électorale*

Port-au-Prince (Haïti), 14 janvier 2013



Contenu de la présentation

- Introduction: situation, violence et conflits
- Synthèse du mapping des conflits, méthodologie et résultats.
- Le Guatemala dans le contexte électoral.
- Le processus électoral – Qu'avons-nous fait?
 - avant,
 - pendant et
 - après les élections
- Principaux résultats du Rapport électoral
- Leçons apprises

Le Guatemala , violence et criminalité

- Le Guatemala se caractérise par sa diversité ethnique, culturelle et linguistique. Près de 41% de la population se disent autochtones. 54% de la population vivent dans les zones rurales et 46% en zones urbaines.
- Historiquement, les inégalités sociales et les causes qui sont à l'origine du conflit armé existent toujours et compte tenu du manque de ressources effectives de l'État pour les résoudre, elles se transforment en conflits collectifs.
- Au Guatemala, les indices officiels montrent des chiffres inquiétants en matière d'actes de violence et de criminalité, et dans la plupart des cas, la violence a le visage de la jeunesse et, ces dernières années, un visage de femme.

Conflictivité

- Dans les pays latino-américains, la conflictivité a des traits communs: plateformes d'exclusion et inégalités chroniques questionnées par les citoyens, conflits complexes qui établissent une relation entre ces inégalités et leur nombre et intensité, combinaison de protestations sociales qui s'expriment tant à l'échelle nationale que sur le plan culturel, des rationalités pratiques dans les tensions qui ont leur origine dans la reproduction sociale et qui coexistent avec des revendications demandant une plus grande efficacité et rentabilité des institutions et avec des conflits culturels systémiques, des États omniprésents dans toutes les sphères conflictuelles, avec des limitations pour traiter ces conflits et des sociétés dont les conflits sont fragmentés, de nouveaux espaces publics où les tensions se manifestent de manière contradictoire et des conflits qui se déplacent aux réseaux d'information. ...

➤ Source: Fernando Calderón. Eclat. Revue sociale n° 107, août 2012.



Le PDH et les études sur le mapping des conflits au niveau national

Méthodologie des mappings des conflits sociaux (MCS)

- Le PDH a réalisé des mappings des conflits sociaux (MCS) de 2005 à 2012.
- Le MCS est une construction collective par l'intermédiaire de groupes focaux
- Y participent des acteurs et des secteurs de la société civile, tant au niveau local et municipal que départemental.
- Ce mapping a pour but de systématiser la perception des citoyens guatémaltèques concernant les causes des conflits sociaux qui affectent le plus leurs droits de la personne.
- 80 problèmes sociaux ont été identifiés dans les 22 départements du pays. Les résultats font l'objet d'une tabulation et d'une localisation géographique sur la carte du territoire national.

Mapping de la conflictivité – prévisions 2012

- Il est réalisé à la fin janvier de chaque année sous forme prospective.
- Cette carte veut être le thermomètre de la température sociale. Elle permettra de prévoir les chemins critiques d'action et d'approche, ce qui facilitera en définitive la solution des conflits nationaux et préviendra des violations des droits de la personne.
- Sur les 80 problèmes identifiés 94% (75) sont récurrents, ce qui indique une dissémination extrêmement généralisée sur le territoire national.



Selon la carte, les conflits pour 2012 sont :

- Manque de sources de travail dans 264 (79%) municipalités, touchant 90% de la population (13.028.627 personnes).
- Manque de médicaments dans 235 (70%) municipalités, touchant 11.830.003 (82%) des Guatémaltèques.
- Décharges sauvages dans 229 (68%) municipalités, ce qui aura une incidence sur 77% (11.132.008 personnes) de la population.
- Pollution dans 216 (64%) municipalités de 16 (73%) départements, laquelle affectera 11.425.219 (79%) Guatémaltèques.

Principales conclusions de la carte de conflictivité pour 2012

- La carte a identifié les deux problèmes qui affecteront 100% (22 départements) des Guatémaltèques. Il s'agit de:
 - 1) *Manque de médicaments, d'équipements, négligence en matière de soins du Réseau hospitalier national, des centres de santé et de l'Institut de la sécurité sociale. Ceci aura une incidence dans 235 municipalités - ce qui représente 70% du nombre total de municipalités – lesquelles abritent 11.830.003 Guatémaltèques, soit 82% de la population nationale.*
 - 1) *Vulnérabilité aux catastrophes et zones à risques (inondations, glissements de terrain, sécheresses et incendies de forêt) qui affecteront 192 municipalités (57%), ce qui représente 79% (11.442.410) de la population nationale.*

Principales conclusions de l'étude sur les MCS

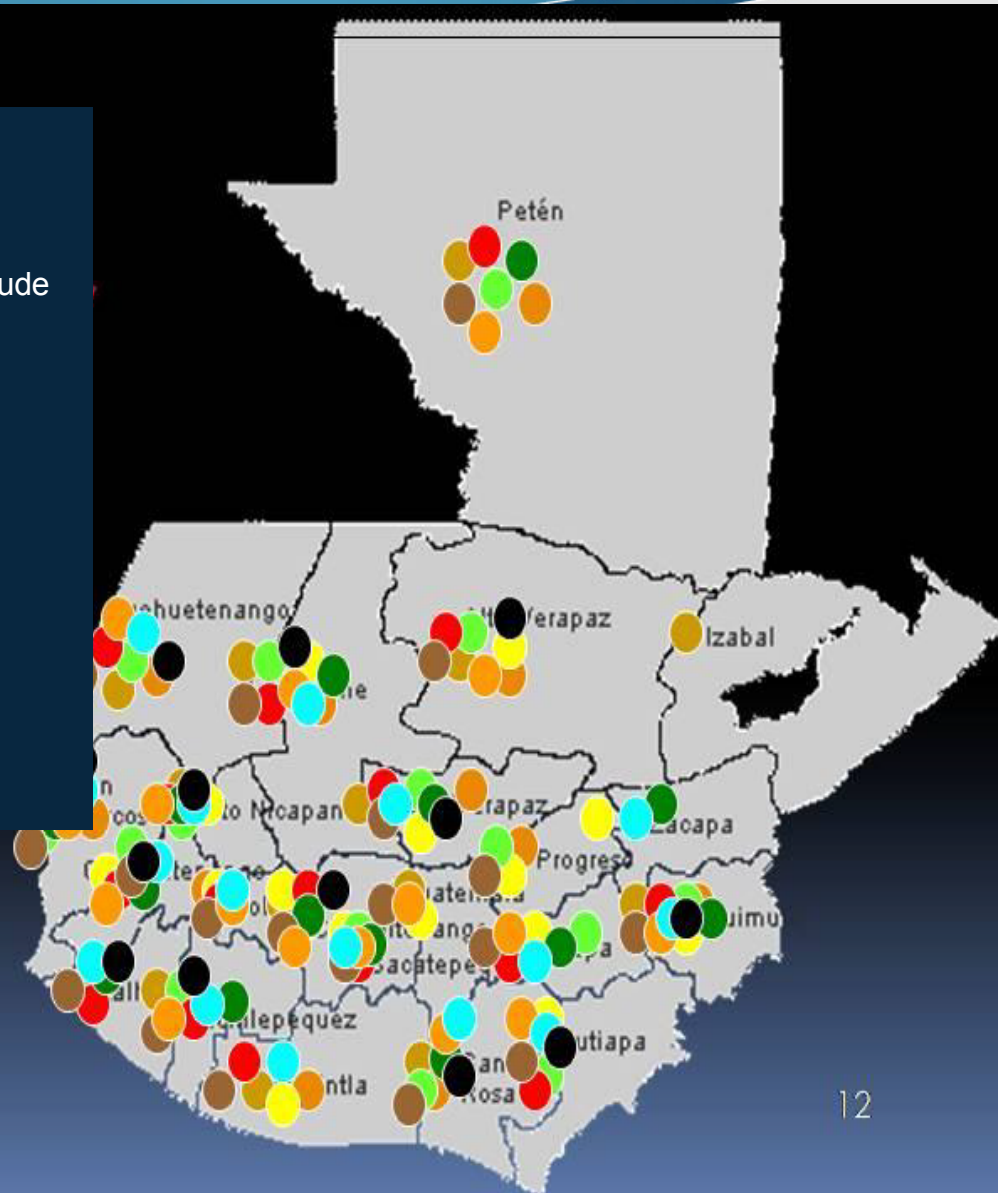
- Les conditions de développement intégral qui permettraient de réduire les principales causes de la conflictivité sociale n'existent pas.
- Les taux élevés de la violence se retrouvent tous les ans aux premiers rangs des conflits qui sont perçus par la population au moment de l'élaboration de la carte de la conflictivité, ce qui implique un fort degré de tension chez la population qui est surexposée à cette situation d'instabilité personnelle.

Principales conclusions de l'étude sur les MCS

- Les problèmes qui sont à l'origine de la conflictivité sociale dans le pays sont cycliques et récurrents (déficiences des services de santé, chômage, pauvreté, dénutrition, problèmes de transport, zones de catastrophes, manque d'accès à la terre, maltraitance des enfants, violence et insécurité, violence contre les femmes, les enfants et les jeunes, pollution de l'environnement, mauvaise gestion des déchets, à laquelle s'ajoutent la pollution et la déforestation).
- Des problématiques comme la pauvreté, la pauvreté extrême, l'exclusion et la marginalisation sociale de la grande majorité de la population s'aggravent au lieu de diminuer et touchent les Guatémaltèques, hommes et femmes.

Exemple, MCS 2011

- 1. Violence et insécurité (19)
- 2. Manque ou rareté de l'eau (19)
- 3. Manque d'accès à la terre, incertitude juridique et pollution (17)
- 4. Violence familiale (17)
- 5. Manque de médicaments (16)
- 6. Maltraitance des enfants (16)
- 7. Dénutrition et famine (16)
- 8. Mouvements collectifs (15)
- 9. Trafic de drogues (14)
- 10. Pauvreté extrême (13)



**NB: Format de la diapositive
modifié lors de la traduction.**

Six personnes tuées et plusieurs blessées tel est le bilan de l'affrontement entre les forces de sécurité et les villageois qui avaient établi des barrages au km 170 de la Route interaméricaine, concrètement au sommet de la colline Alaska.







Alberto Brunori, Haut-commissaire aux droits de l'homme Guatemala (HCDH).



Le Procureur pour les droits de la personne du Guatemala -PDH- Jorge de León Duque et les Procureures adjointes.

Déclaration de conscience

Processus électoral de 2011



Contexte électoral du Guatemala

- Au Guatemala, les élections ont lieu tous les 4 ans pour élire dans le même processus le Président, le Vice-président, 158 députés, 20 députés au Parlement centraméricain et 333 conseils municipaux pour la période 2012-2016
- Les élections ont eu lieu le 12 septembre 2011 et le deuxième tour s'est déroulé le 6 novembre 2011.



Intervention du PDH dans le processus électoral

AVANT

- Préparation des cartes de perception des conflits au niveau national
- Réalisation de groupes focaux au niveau local (basé sur la perception)
- Préparation de l'observation des élections, des outils et coordination interinstitutionnelle (G4, TSE, MINGOB).

PENDANT

- Processus d'observation des élections. Appui de plus de 3.000 observateurs.
- Le Procureur a observé personnellement les élections dans 8 départements, rapport sur la situation toutes les 3 heures.
- Assistance en cas de conflits et mobilisation des équipes de coordination.
- Accompagnement et coordination avec les principaux responsables du TSE, Ministère de l'intérieur - PNC-. G4.

APRÈS

- Accompagnement et déploiement des observateurs au SECOND TOUR et aux répétitions des élections
- Table de médiation des conflits
- Accompagnement des conflits qui se sont produits
- Élaboration et présentation du Rapport électoral.

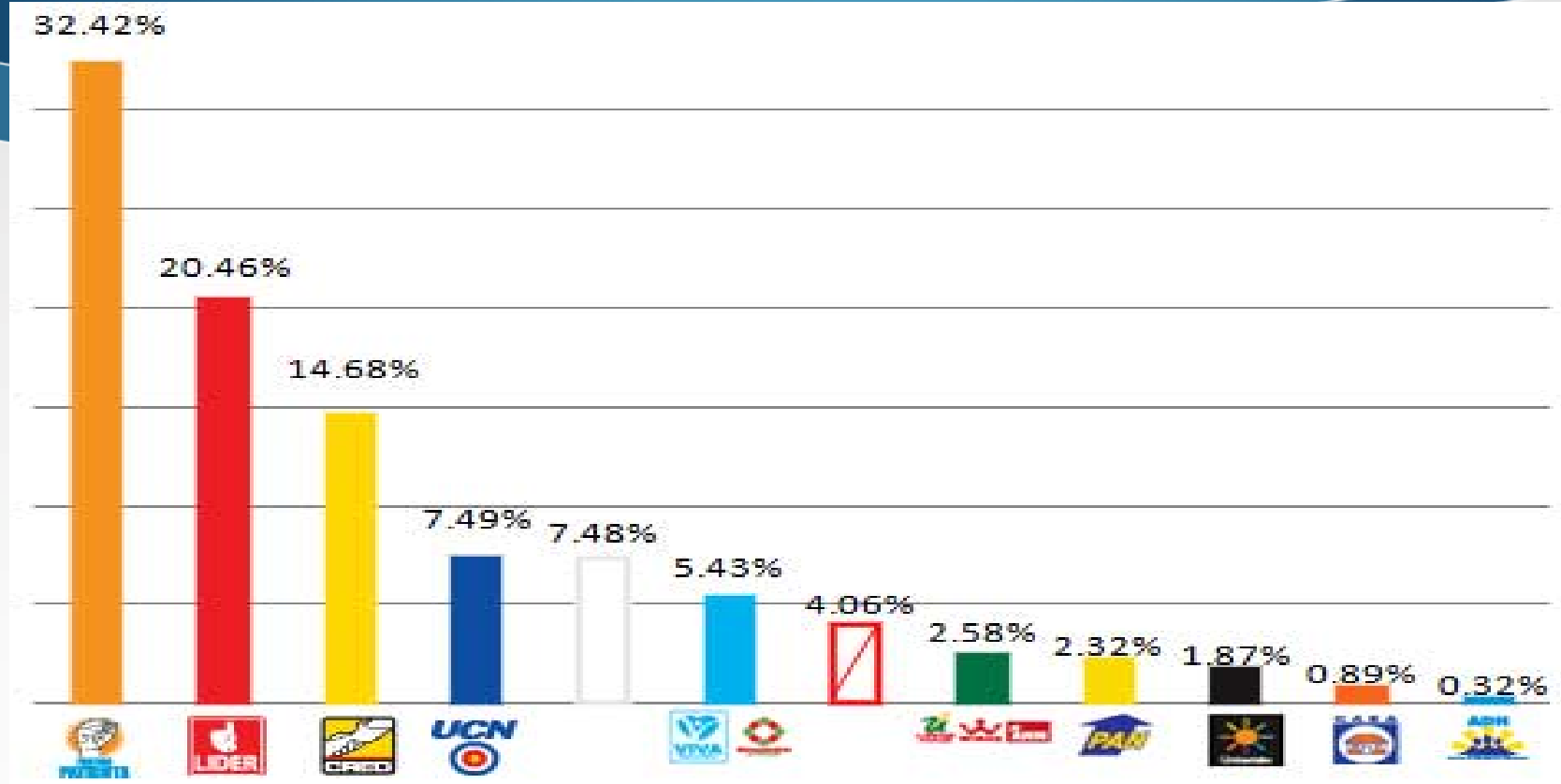
Tableau n° 2 - Résumé de la violence électorale – janvier-septembre 2011

Types de faits de violence	Nombre de cas
Personnes assassinées	40
Personnes blessées	39
Personnes menacées	65
Violation/vol de sièges de partis politiques	3

Source: Rapport "Panorama électoral" PDH Guatemala, septembre 2011.

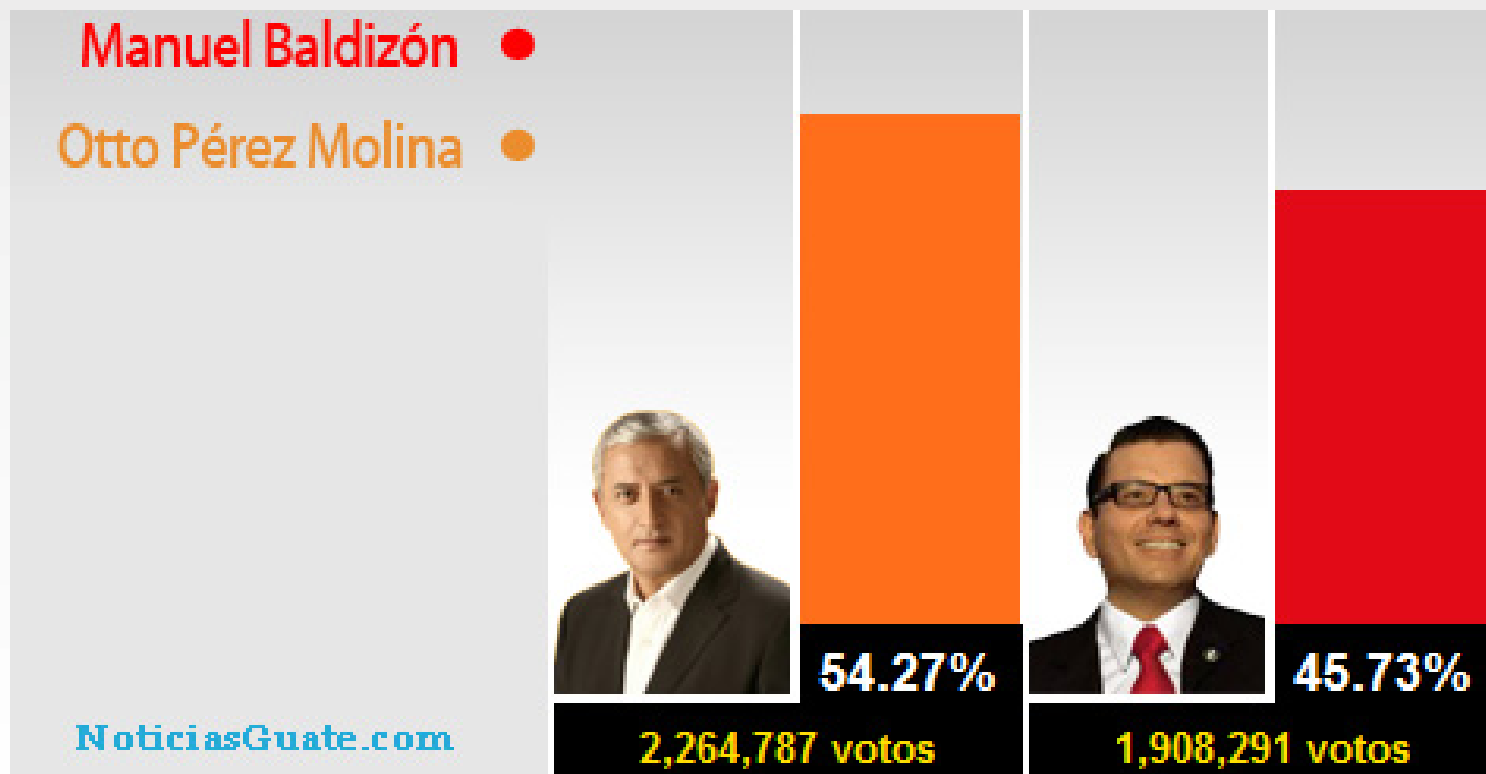
1 Chiffre approximatif, car il y a eu des menaces contre des groupes qui n'en ont pas signalé le nombre.

Résultats officiels du premier tour



Le Tribunal suprême électoral a publié les résultats finaux du processus le 27 septembre

Résultats du second tour



Le nombre de **bulletins nuls** et de **bulletins blancs** représente près de **4%** des suffrages

Conclusions du Rapport du PDH sur le processus électoral

- Malgré la certitude des résultats, le processus électoral a présenté des anomalies et des faits de violence qui exigent des mesures concrètes afin qu'ils ne se reproduisent pas lors de futures élections.
- Bien que le TSE ait déclaré la répétition des élections dans 5 municipalités, le nombre de municipalités qui ont présenté des contestations était bien supérieur.
- Le 11 septembre ont été déposées de nombreuses dénonciations d'anomalies, telles que:
 - Transport d'électeurs appartenant à d'autres municipalités
 - Intimidation d'électeurs
 - Urnes enlevées et brûlées
 - Destruction des procès-verbaux électoraux.

Tables de dialogue en tant qu'outils pour les conflits électoraux



Principales leçons apprises

- Les conditions qui règnent actuellement dans le pays placent la **gouvernance** de la nation à des niveaux de **risque** élevé, susceptibles de se transformer en conflits.
- Mesurer la conflictivité est une nécessité et une **opportunité** dans des pays comme les nôtres où la gouvernance est constamment menacée.
- Le **rôle de l'*ombudsman*** en tant que garant et protecteur des droits des citoyens est essentiel et indispensable dans le règlement des conflits latents, en particulier en périodes électorales.

Principales leçons apprises

- Pour que les MCS soient efficaces, les outils qui seront utilisés doivent maintenir des critères de qualité qui garantissent leur impartialité et ils doivent être mis au point au niveau national avec la représentation de toutes les parties prenantes pour éviter les distorsions.
- Il faut qu'aussi bien le gouvernement local que les gouvernements municipal et national élaborent et mettent en œuvre des programmes, des projets et des plans visant à minimiser les causes et les facteurs à l'origine de la problématique sociale nationale et que ces programmes, projets et plans adoptent une approche de prévention et prévoient l'établissement de dialogues.

Merci , Gracias !



M.A. Jorge de León Duque,

Procureur pour les droits de la personne du Guatemala

Wendy Cuéllar A.

Directrice des relations internationales

wcuellar@pdh.org.gt

Port-au-Prince (Haïti), 14 janvier 2013.